

IMF Publication

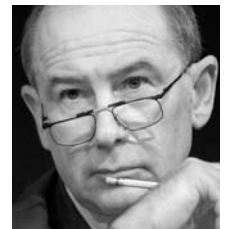
DANS CE NUMÉRO

- [178](#) Calendrier
- [178](#) Données financières
- [179](#) Actualité
 - Programme de travail du FMI*
 - M. de Rato en Australie, et Nouvelle-Zélande*
 - Recommandations pour le BIE*
- [181](#) Panorama
 - Swaziland, Philippines*
- [182](#) Gros plan
 - Inégalités au Panama*
 - Namibie : assistance sociale*
 - Gabon : l'après-pétrole*
 - Inde : croissance et pauvreté*
- [190](#) Études
 - VIH/sida : impact inégal*
- [191](#) Prêts du FMI
 - Accords*
- [192](#) Forum
 - Chine et Inde : puissances émergentes*

Un programme axé sur les priorités stratégiques

page 179

Le Directeur général du FMI a présenté le nouveau programme de travail de l'institution, en promettant des avancées notables dans bien des domaines avant l'Assemblée annuelle prévue en septembre. Axé sur la stratégie à moyen terme du FMI, le programme souligne les mesures visant à renforcer la surveillance, à attribuer aux pays membres un nombre de voix correspondant à leur poids dans l'économie mondiale et à envisager de nouveaux instruments de prévention des crises pour les économies émergentes.



Eugenio Salazar/FMI

Panama : les réformes à l'assaut des inégalités

page 182

Depuis quinze ans, le Panama affiche des taux de croissance élevés grâce à un système financier sophistiqué et à une politique budgétaire avisée. Mais des secteurs de pointe voués à l'exportation coexistent avec une économie informelle marquée par une pauvreté et des inégalités considérables. Pour mieux distribuer les fruits de la prospérité économique, il faudra concilier l'essor économique soutenu avec la promotion de l'éducation, l'assouplissement du marché du travail et l'amélioration de la gouvernance.



Alberto Lowe/Reuters

Namibie : des dons conditionnels antipauvreté

page 184

Bien que la Namibie soit un pays à revenu intermédiaire riche en ressources et économiquement stable, tout le pays ne bénéficie pas de ces atouts. Un tiers de la population est pauvre; le chômage est élevé, de même que l'incidence du VIH/sida. Selon un rapport des services du FMI, il existe un moyen de réduire la pauvreté et les inégalités de revenus : des dons en espèces permettant aux familles pauvres d'investir dans l'éducation, la formation ou la santé.



Alexander Ise/AFP

Inde : les laissés-pour-compte de la croissance

page 188

L'économie indienne a le vent en poupe, mais l'on craint de plus en plus que les États pauvres soient laissés pour compte. En effet, un document de travail du FMI fait état de disparités croissantes de revenu moyen entre les États. Mais le passé ne détermine pas forcément l'avenir : les États pauvres peuvent s'inspirer de leurs voisins riches pour diversifier leurs économies en dehors de l'agriculture ou de l'industrie, stimuler l'investissement, améliorer l'infrastructure et appliquer des politiques saines.



Haley/SIPA

JUILLET

3–5 Réunion de haut niveau du Conseil économique et social des Nations Unies, Genève

11–12 Séminaire de haut niveau du FMI sur la prévention des crises dans les pays émergents, Singapour

15–17 Sommet du Groupe des Huit, Saint-Petersbourg

AOÛT

27–1^{er} septembre Conférence internationale sur la réduction des désastres, Davos, Suisse

SEPTEMBRE

7–8 13^e réunion des ministres des finances de l'APEC, Hanoï, Vietnam

10–11 Séminaire de haut niveau du FMI sur l'imposition financière, Singapour

10–11 Sommet des affaires en Chine 2006, Pékin

14–15 Forum Raffles sur la bonne gouvernance et la richesse des nations, Singapour

19–20 Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Singapour

19–20 Assemblée générale des Nations Unies, réunion de haut niveau sur l'examen du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés, New York

25–26 Forum public de l'Organisation mondiale du commerce,

«Quelle OMC au XXI^e siècle»? Genève

OCTOBRE

23–27 Séminaire de haut niveau du FMI sur les questions d'actualité en droit monétaire et financier, Washington

NOVEMBRE

6–7 Symposium du FMI sur le contrôle de l'intégrité des entreprises du secteur financier, Washington

9–10 Septième Conférence annuelle de recherche Jacques Polak, FMI, Washington

11–15 Conseil mondial de l'énergie, 20^e Congrès mondial de l'énergie et exposition, Rome

18–19 14^e réunion des responsables économiques de l'APEC, Hanoï, Vietnam

23–24 Forum économique mondial en Turquie, «Connecting Regions—Creating New Opportunities», Istanbul, Turquie

26–28 Forum économique mondial, «India: Meeting New Expectations», New Delhi

JANVIER 2007

24–28 Réunion annuelle du Forum économique mondial, Davos, Suisse

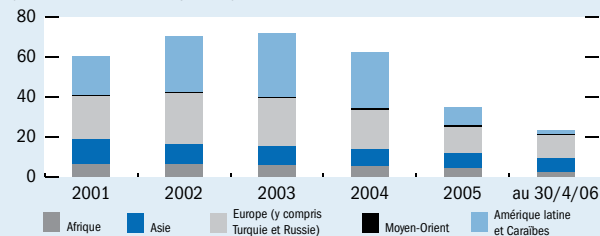
Conseil d'administration

On trouvera un calendrier à jour des réunions du Conseil d'administration du FMI à www.imf.org/external/np/sec/bc/eng/index.asp

Données financières du FMI

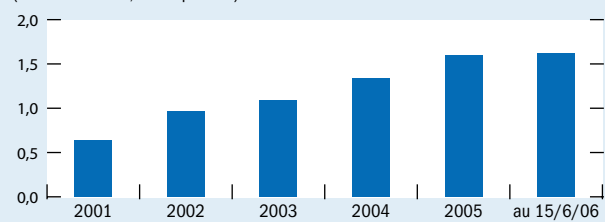
Total des crédits et des prêts du FMI, par région

(milliards de DTS; fin de période)



Allègement de la dette des pays pauvres très endettés¹

(milliards de DTS; fin de période)



¹Décaissements cumulés dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE.

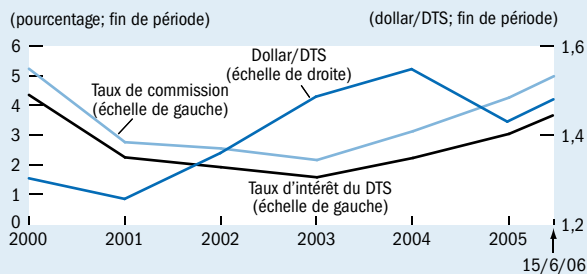
Note : Le droit de tirage spécial (DTS) est un avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves officielles existantes des États membres. Les DTS sont alloués à chaque État membre en proportion de sa

Taux des principales monnaies en DTS

	20 juin 2006	Il y a un an (20 juin 2005)
Dollar EU	1,473	1,470
Euro	1,174	1,204
Livre sterling	0,800	0,804
Yen	169,468	159,836

Évolution des taux

Taux d'intérêt du DTS, taux de commission sur l'encours des prêts non concessionnels et taux dollar/DTS



quote-part. Le DTS sert aussi d'unité de compte au FMI et à plusieurs autres organisations internationales. Sa valeur est déterminée en fonction d'un panier des principales monnaies internationales.

FMI : un programme ambitieux en vue de l'Assemblée annuelle

Le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a présenté un vaste programme auquel l'institution s'attèlera durant les prochains mois en vue de l'Assemblée annuelle des gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale, qui se tiendra en septembre à Singapour. Le programme de travail du Conseil d'administration, publié le 22 juin, prévoit des avancées majeures sur trois objectifs clés de la nouvelle stratégie à moyen terme du FMI : renforcer la surveillance, en procédant notamment aux premières consultations multilatérales; formuler des propositions concrètes sur les quotes-parts et la représentation en vue d'un accord à Singapour; et, pour répondre aux besoins des économies émergentes, concevoir un nouvel instrument de prévention des crises et les modalités d'appui aux dispositifs de mise en commun des réserves des pays membres. Le programme énonce en outre les activités prévues pour le reste de 2006.

Le programme de travail du FMI est une feuille de route et un calendrier d'activités pour la mise en œuvre de sa stratégie à moyen terme, conçue pour mieux soutenir la croissance et la stabilité dans un système financier international en mutation rapide et de plus en plus intégré.

Des actions claires sont envisagées dans trois domaines prioritaires :

Surveillance. Les travaux se poursuivent sur la première consultation multilatérale axée sur la résorption des déséquilibres mondiaux. Y participent l'Arabie Saoudite, la Chine, les États-Unis, la zone euro et le Japon.

Les efforts continuent aussi dans la mise à jour d'une décision de 1977 du Conseil d'administration faisant partie des fondements de la surveillance exercée par le FMI. Avant l'Assemblée annuelle, le Conseil se penchera sur le rôle de la surveillance pour promouvoir la stabilité internationale et veiller à ce que les pays membres respectent leurs engagements envers le FMI, et sur les moyens de renforcer la surveillance des taux de change. L'examen de la décision se terminera après les réunions de Singapour.

Les services du FMI s'efforcent en outre d'améliorer l'étude et l'évaluation des politiques de change et d'élaborer un cadre d'analyse pour régler les problèmes du secteur financier dans le cadre de la surveillance des économies nationales.

Gouvernance. M. de Rato a déclaré que, suite aux discussions préliminaires, la formulation de propositions concrètes sur les quotes-parts et la représentation va débiter, et «au moins un débat de fond du Conseil» sera consacré à cette question avant les réunions de Singapour.

Marchés émergents et prévention des crises. En vue de l'Assemblée annuelle, le Conseil d'administration tiendra un débat préliminaire sur les éléments d'un instrument financier voué à la prévention des crises. Une discussion sur les modalités d'appui aux dispositifs de mise en commun des réserves



Le Conseil d'administration du FMI aura un emploi du temps chargé dans les prochains mois.

mettra un accent particulier sur l'assistance aux pays membres déjà pourvus de tels dispositifs.

Autres initiatives

Conformément à sa stratégie à moyen terme, le FMI s'efforcera : de recentrer ses conseils aux pays à faible revenu; de mieux ajuster son assistance au renforcement des capacités selon les besoins des pays membres et l'évolution de ses priorités, surtout lorsque la surveillance a mis en évidence des vulnérabilités; et de rationaliser son propre travail pour accroître l'efficacité et la flexibilité de l'institution.

Pays à faible revenu. Afin d'aider les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, le FMI réoriente ses conseils de politique économique en privilégiant l'absorption effective du supplément d'aide et d'allègement de la dette, la prestation des concours financiers, et les capacités institutionnelles. Avant les réunions de Singapour, le Conseil devrait plancher sur les problèmes de la dette et poursuivre les travaux sur le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu.

Renforcement des capacités. La stratégie à moyen terme du FMI accorde la priorité à un meilleur alignement des efforts de renforcement des capacités sur les besoins des pays membres et sur l'évolution des priorités de l'institution, surtout en ce qui concerne l'élimination des carences du secteur macroéconomique et financier révélées par la surveillance. En juin, le FMI diffusera des informations sur la meilleure façon d'intégrer les rapports sur l'observation des normes et codes internationaux par les pays dans la surveillance et l'assistance technique du FMI, ainsi que sur les mesures visant à améliorer la clarté et l'actualité de ces rapports.

Rationalisation. Le travail se poursuit sur une panoplie de mesures destinées à rehausser l'efficacité et la souplesse du FMI. En juillet, le Conseil devrait étudier une proposition de rationalisation des politiques et procéder à d'autres examens.

Pour en savoir plus, voir le communiqué de presse du FMI n° 06/138, affiché sur le site www.imf.org. ■

M. de Rato souligne les risques mondiaux et les initiatives du FMI

En visite en Australie et en Nouvelle-Zélande du 13 au 16 juin, Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI, a évoqué des questions concernant l'économie mondiale et régionale et s'est entretenu avec les autorités sur la stratégie du FMI à moyen terme. Dans un discours au National Press Club à Canberra, M. de Rato a déclaré que l'économie mondiale se porte bien, mais les risques de dégradation dus à la hausse des cours du pétrole et aux déséquilibres mondiaux ont augmenté. Un ajustement désordonné des déséquilibres pourrait causer une récession et perturber les marchés des capitaux internationaux, entraînant de graves conséquences pour les pays émergents d'Asie, largement tributaires des exportations, et pour l'Australie, qui a une économie ouverte.

Le BIE doit mieux cibler ses priorités

Des experts externes estiment que le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) est utile au FMI, mais ils l'encouragent à éviter les tendances, les pressions et les pratiques qui pourraient le rendre bureaucraté, routinier et marginalisé.

Le BIE a été créé en 2001 pour renforcer la culture d'apprentissage du FMI et sa crédibilité extérieure en procédant à des évaluations indépendantes de son efficacité. Chargé d'évaluer dans quelle mesure ces objectifs ont été atteints, un groupe d'experts externes dirigé par l'ancienne administratrice du FMI pour les États-Unis, Karin Lissakers, a consulté des représentants de pays, des universitaires et des ONG, ainsi que les services, la direction, et le Conseil d'administration du FMI.

Ce dernier est d'accord avec les principales observations du groupe d'experts, à savoir que le BIE jouit d'un soutien solide parmi les actionnaires, qu'il a facilité la gouvernance et la surveillance par le Conseil d'administration, et qu'il est largement considéré comme indépendant. Le Conseil a appuyé aussi la recommandation selon laquelle le BIE devrait mieux cibler ses priorités et être plus stratégique pour accroître son utilité et son intérêt.

Le groupe d'experts a également recommandé au BIE :

- de recourir davantage à de fortes personnalités extérieures ayant peu de liens avec le FMI pour obtenir des idées nouvelles et ajouter de la valeur aux examens internes déjà détaillés;
- d'assurer plus systématiquement le suivi de ses recommandations et leur application;
- de réformer complètement les activités de diffusion et de sensibilisation, en particulier dans les pays en développement et les pays émergents où le rôle du FMI est le plus controversé.

Pour plus de détails, veuillez consulter le texte intégral du rapport sur le site Internet du FMI (www.imf.org/external/np/pp/eng/2006/032906.pdf).

Selon M. de Rato, on s'accorde de plus en plus sur les mesures nécessaires pour réduire les déséquilibres mondiaux : ajustement budgétaire et promotion de l'épargne privée aux États-Unis, appréciation soutenue des taux de change et stimulation de la demande intérieure dans plusieurs pays émergents d'Asie, et réformes structurelles en Europe et au Japon pour doper la demande et la productivité.

Des efforts collectifs

Le FMI peut aussi aider, a déclaré M. de Rato, «parce que nous sommes une institution mondiale avec une représentation mondiale, parce que nous entretenons un dialogue régulier avec tous les gouvernements du monde.» La stratégie du FMI à moyen terme prévoit notamment «des consultations multilatérales sur des questions d'intérêt mondial ou régional qui permettront au FMI d'aider les pays à penser et à décider de façon collective.» La première de ces consultations, qui portera sur la résorption des déséquilibres des paiements mondiaux dans un contexte de croissance vigoureuse, réunira l'Arabie Saoudite, la Chine, les États-Unis, le Japon et les pays de la zone euro.

Un autre risque concerne la volatilité des flux de capitaux et la contagion financière, auxquelles les pays du monde entier et surtout d'Asie doivent réduire leur vulnérabilité. C'est pourquoi le FMI prévoit un instrument accordant un soutien financier aux pays émergents dont les données économiques fondamentales sont solides, mais qui restent vulnérables aux chocs.

M. de Rato a aussi évoqué le souci d'une représentation équitable de tous les pays membres et de quotes-parts reflétant le poids des pays dans l'économie mondiale. Il a remercié l'Australie pour son rôle, à la tête du Groupe des Vingt, dans la réforme du FMI.

À Canberra, M. de Rato a rencontré le Premier Ministre, John Howard, le Trésorier, Peter Costello, le Ministre des affaires étrangères, Alexander Downer, le porte-parole de l'opposition pour les finances, Wayne Swan, le Vice-Gouverneur de la Banque de réserve d'Australie, Glenn Stevens, et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi que des universitaires et des chefs d'entreprise.

Le Directeur général s'est rendu ensuite en Nouvelle-Zélande pour des entretiens avec les autorités sur les questions économiques mondiales et régionales. Dans un discours prononcé à Wellington, il a noté que l'essor du commerce est depuis longtemps une pierre angulaire de la croissance économique mondiale, mais le cycle de Doha tire à sa fin et un échec des négociations commerciales multilatérales serait un désastre. M. de Rato a donc engagé «toutes les parties à transcender leurs intérêts étroits et à démontrer leur volonté de négocier un accord concret avant la fin du cycle.» ■

Swaziland : assainir le budget pour combattre la pauvreté

L'économie du Swaziland stagne depuis 10 ans et cette tendance va probablement persister. La croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,0 % en 2006, contre 1,8 % en 2005 et 2,1 % en 2004, selon le bilan annuel du FMI. Une sécheresse prolongée, l'appréciation du taux de change effectif réel, la hausse des prix d'importation du pétrole et l'élimination des contingents de textiles dans les pays industrialisés ont contribué à cette stagnation. Le déficit budgétaire est passé à 4,3 % du PIB en 2004/05 (contre 2,7 % du PIB en 2003/04), à cause, en grande partie, des augmentations salariales dans le secteur public. Pour financer ce déficit, l'État a épuisé ses actifs financiers et a accumulé des arriérés intérieurs.

En octobre 2004, le Swaziland a publié une stratégie et un plan d'action pour la réduction de la pauvreté visant à réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 2015, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Mais, peu de progrès ont été accomplis, la pauvreté et les pénuries alimentaires restant généralisées. Il est encourageant de noter que le taux d'infection du VIH/sida chez les 15–19 ans a baissé pour la première fois, de 32 % en 2002 à 29 % en 2004, ce qui porte à croire que les mesures préventives ont peut-être commencé à faire sentir leurs effets.

Le Conseil d'administration du FMI a souligné qu'il sera essentiel d'assainir les finances publiques et de renforcer la compétitivité extérieure pour réduire la pauvreté; de plus, la perte des préférences

Swaziland	2003	2004	Est. 2005	Proj. 2006
	(variation en pourcentage)			
PIB réel	2,4	2,1	1,8	1,0
Prix à la consommation (moyenne)	7,4	3,4	4,8	5,8
	(en pourcentage du PIB)			
Solde des transactions courantes	1,9	1,6	-1,6	-2,4
Recettes publiques et dons ¹	26,3	29,3	30,7	29,0
Dépenses publiques et prêts ¹	29,0	33,6	35,0	34,3

¹L'exercice budgétaire commence le 1^{er} avril.
Sources : autorités du Swaziland; estimations et projections des services du FMI.

commerciales et la baisse prévue des recettes provenant de l'Union douanière sud-africaine ne feront que compliquer cette tâche.

Les administrateurs ont engagé les autorités à poursuivre sans tarder le rééquilibrage du budget et les réformes structurelles. Il sera impératif de réduire nettement le déficit budgétaire, étant donné l'absence de concours extérieurs concessionnels, l'existence d'arriérés de paiement et d'engagements conditionnels élevés, les possibilités limitées d'emprunts intérieurs et l'atonie de la croissance. Des réformes structurelles, et surtout la hausse de la productivité du travail, la baisse des coûts intérieurs et l'amélioration du climat d'investissement, seront nécessaires pour soutenir le rééquilibrage budgétaire. ■

Philippines : poursuivre les réformes et améliorer le climat d'investissement

Le PIB des Philippines a augmenté de 5,0 % en 2005, grâce au dynamisme de services tels que la sous-traitance, les télécommunications et le tourisme. En dépit de la hausse des prix du pétrole et de la concurrence régionale intense, la balance des paiements est restée solide, mais, principalement à cause du renchérissement du pétrole, l'inflation moyenne pour l'année a été largement supérieure à la fourchette-objectif de la banque centrale (5–6 %).

Depuis son entrée en fonction au milieu de 2004, le gouvernement a relevé les tarifs de l'électricité pour réduire les pertes de la compagnie d'électricité et a mené à bien la réforme de la TVA. L'agitation politique du milieu de 2005 a perturbé les réformes économiques, mais les autorités ont poursuivi le rééquilibrage budgétaire

Philippines	2002	2003	2004	2005	Proj. 2006
	(variation en pourcentage)				
PIB réel	4,4	4,9	6,2	5,0	5,0
Prix à la consommation (moyenne)	3,0	3,5	6,0	7,7	7,4
	(en pourcentage du PIB)				
Solde de l'administration nationale ¹	-5,6	-4,9	-4,2	-3,0	-2,5
Solde du secteur public non financier ²	-5,7	-5,6	-5,0	-2,2	-2,3
Solde des transactions courantes	-0,5	0,4	1,9	2,4	2,1

¹Définition du FMI. Exclut les recettes de privatisation de l'administration nationale et inclut les opérations du Conseil des liquidateurs de la Banque centrale.
²Y compris le Conseil des liquidateurs de la Banque centrale; 14 entreprises publiques surveillées; les institutions de la sécurité sociale et les collectivités locales.
Source : autorités philippines; estimations et projections des services du FMI.

et l'incertitude s'est estompée. En 2005, les résultats budgétaires ont dépassé les objectifs et le déficit de l'administration nationale a diminué nettement par rapport à 2004, grâce, en proportions égales, au dynamisme des recettes et à la moins-value des dépenses.

Freinée par l'atonie du secteur électronique, la croissance des exportations a été de 3¼ % en 2005; les importations liées au pétrole ont été compensées par la hausse des envois de fonds. Les entrées de capitaux sous forme de participations ont été considérables et les réserves de change (corrigées des actifs nantis) ont atteint 18,0 milliards de dollars fin 2005. Si les réformes économiques s'arrêtaient, l'investissement resterait probablement faible et maintiendrait la croissance du PIB en deçà de 5 % en 2006. La forte dépendance envers les emprunts commerciaux extérieurs présente aussi un risque, comme en témoignent les récentes perturbations dans les pays émergents.

Le Conseil d'administration du FMI a félicité les autorités d'avoir relancé les réformes, mais il a souligné l'importance de continuer à améliorer le climat d'investissement pour stimuler la croissance et réduire sensiblement la pauvreté. Les administrateurs se sont inquiétés de la baisse des exportations et ont souligné que la stabilité macroéconomique, la hausse des investissements dans les infrastructures, le renforcement du système financier et l'amélioration de la gouvernance seraient essentiels pour accroître l'investissement et la compétitivité. ■

Pour plus de renseignements, voir les notes d'information n°s 06/19 (Swaziland) et 06/25 (Philippines) sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

Panama : réformes et croissance à l'assaut des inégalités

Ces 15 dernières années, un système financier développé, une politique budgétaire relativement saine et plusieurs réformes structurelles ont contribué à stimuler la croissance au Panama. Mais celle-ci n'a pas bénéficié dans une mesure égale à tous les Panaméens. Les secteurs développés, orientés vers l'exportation, coexistent avec des secteurs moins prospères voués au marché intérieur, avec une économie informelle caractérisée par une pauvreté et des inégalités considérables. Comment le Panama peut-il assurer une plus large répartition des fruits du succès économique? Une croissance soutenue est une condition essentielle à la réduction de la pauvreté, mais l'accroissement des possibilités d'éducation, l'assouplissement du marché de l'emploi et l'amélioration de la gouvernance joueront aussi un rôle crucial.

Le Panama est une économie duale. Un système financier développé au sein de la région, le Canal récemment modernisé, un secteur du bâtiment dynamisé en partie par la demande étrangère, un secteur touristique et d'autres industries axées sur l'exportation de services en expansion rapide coexistent avec un taux de pauvreté de 37 % et un chômage persistant, surtout dans les zones rurales. Une grande partie de la population active, qui n'a pas les compétences nécessaires pour occuper des emplois dans les industries en essor rapide, reste concentrée dans le secteur informel.

Croissance forte, mais inégalités persistantes

Entre 1990 et 2004, le Panama était la seconde économie d'Amérique latine par son rythme de croissance (voir graphique ci-dessous, à gauche). Son PIB par habitant (4.400 dollars en 2004) est élevé par rapport aux autres pays de la région (en PPA, il est estimé à environ 7.000 dollars).

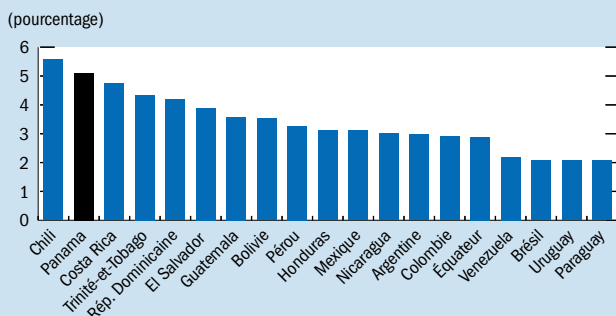
Mais sa forte croissance (le PIB par habitant s'est accru de 14 % entre 1997 et 2003) n'a pas encore entraîné une réduction sensible de la pauvreté. Dans la même période, la pauvreté n'a baissé que d'un demi-point, se situant à 37 %. En 2003, 63 % de la population rurale était encore pauvre, et un Panaméen sur six vivait dans l'extrême pauvreté — avec moins de 1,50 dollar par jour. Seuls 2,2 % de la population sont sortis de l'extrême pauvreté (voir graphique ci-dessous, à droite). Pourquoi le taux de pauvreté est-il resté si haut? À cause notamment du chômage élevé. Bien que le taux de chômage soit en baisse depuis 2001, il est resté à deux chiffres jusqu'en 2005, année où il est tombé à 9,6 %. Les salaires réels moyens ont aussi diminué depuis le début des années 90.

On s'attend normalement à ce que la croissance relève le niveau de vie global, mais les données empiriques sur la relation entre inégalité et croissance sont contrastées. À court terme, une croissance plus forte est généralement associée à une inégalité accrue. Les mesures de stimulation de la croissance — réductions d'impôt et incitations à certains secteurs ou investisseurs — peuvent dynamiser l'activité du secteur privé, mais elles risquent de rendre le régime fiscal plus régressif et de priver le pays des recettes nécessaires pour financer les programmes sociaux de réduction de la pauvreté.

Cependant, à long terme, une croissance plus forte est certes généralement associée à une baisse des inégalités, sans qu'il y ait forcément une relation de cause à effet. Ce résultat peut découler de changements structurels qui réduisent à la fois l'inégalité et la pauvreté et améliorent les résultats économiques. Parmi ces changements figurent les réformes visant à améliorer le capital humain (par une éducation et une formation plus poussées), à rendre le marché du travail plus efficace, à rehausser la qualité de la gouvernance et à faciliter le développement des marchés financiers.

Une croissance dynamique

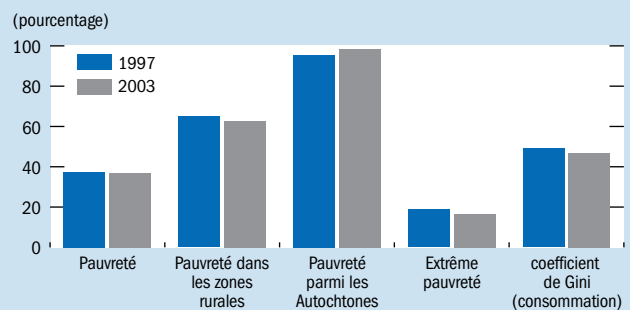
Le taux de croissance moyen pour 1990-2004 était parmi les plus forts d'Amérique latine. Seul le Chili a surpassé le Panama.



Source : FMI, *International Financial Statistics*.

Mais peu de progrès dans le combat contre la pauvreté

En dépit de sa forte croissance, le Panama n'a guère progressé et a même perdu du terrain dans la lutte contre la pauvreté.



Source : Ministère de l'économie et des finances du Panama.

Raisons de la dualité économique

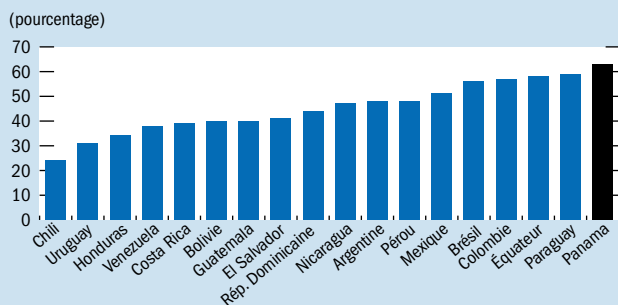
Conformément à cette théorie générale, la dualité de l'économie panaméenne peut s'expliquer par le succès des incitations fiscales et les résultats contrastés des réformes structurelles à long terme. La récente reprise économique a été tirée par les exportations de services et le secteur du bâtiment. Ces secteurs ont bénéficié d'incitations fiscales généreuses, notamment d'une exonération de l'impôt foncier sur 20 ans pour les terrains nouvellement bâtis. Ces incitations ont accentué la dualité de l'économie en ciblant certaines industries et en permettant aux acquéreurs de propriétés onéreuses de réduire sensiblement leurs obligations fiscales. La faiblesse du recouvrement global de l'impôt (8,5% du PIB en 2004), qui tient à la légère charge fiscale du secteur privé, limite aussi la capacité de l'État à financer des programmes sociaux — car les paiements d'intérêts sur la dette absorbent près de la moitié du total des recettes fiscales.

Dans l'application de ses réformes structurelles à long terme, le Panama a eu plus de succès dans le domaine financier. De gros progrès ont été faits dans le développement des marchés du crédit, et ceux-ci ont à leur tour contribué à la lutte contre la pauvreté en élargissant l'accès au crédit et en réduisant les frais d'établissement des entreprises. Plus généralement, le système financier panaméen, stimulé par la dollarisation totale, la ferme protection des droits des créanciers ainsi que le contrôle et la réglementation prudentiels des banques, s'est développé rapidement et le crédit est largement accessible aux entreprises et aux particuliers. La croissance a en outre été facilitée par la privatisation, la restitution du Canal de Panama par les États-Unis, la création de zones économiques spéciales et le recours aux concessions pour encourager l'investissement dans l'infrastructure.

Cependant, pour maintenir une croissance élevée et progresser nettement dans la réduction de la pauvreté, le Panama devra prendre d'autres mesures dans plusieurs domaines, notamment pour développer le capital humain, remédier aux rigidités du marché du travail et améliorer la gouvernance.

Le coût élevé des rigidités

En raison de la rigidité du marché du travail, l'emploi informel est en hausse au Panama.



Note : Plus les valeurs sont élevées, plus les réglementations sont rigides. L'indice est fondé sur les réglementations régissant les recrutements, les licenciements et les heures supplémentaires.

Source : Banque mondiale, enquête sur la pratique des affaires.



Alberto Lowe/Reuters

Tous les ans, quelque 13.000 à 14.000 navires (5 % du commerce maritime mondial) passent par le Canal de Panama.

Autres réformes nécessaires

Tirant parti des avantages compétitifs du Panama sur les autres pays de la région, les secteurs des transports, du tourisme et des télécommunications ont sensiblement accru les exportations de services. Mais la forte expansion de ces secteurs a rapidement épuisé l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Une récente enquête sur la demande et l'offre de main-d'œuvre a révélé une pénurie d'experts maritimes, touristiques et techniques et un excédent d'étudiants en droit et en gestion. Les efforts déployés par l'État pour promouvoir la formation en anglais sont louables, mais d'autres mesures s'imposent (par exemple, la mise en place de programmes de formation ciblés soutenus par l'État) pour veiller à ce que les compétences de la main-d'œuvre correspondent aux besoins des industries en essor rapide du Panama.

Un autre facteur pouvant contribuer à la croissance du pays et aux efforts de réduction de la pauvreté est l'assouplissement des règles assez rigides (voir graphique ci-dessous) gouvernant les recrutements, les licenciements et les heures supplémentaires. Ces règles ont pour but de protéger les travailleurs, mais semblent avoir l'effet contraire en encourageant les entreprises à recourir à des arrangements contractuels informels. En effet, les travailleurs du secteur informel (estimés à 42 % des effectifs) ont souvent des salaires plus bas, de plus fortes chances d'être sous-employés et une protection sociale plus faible, voire nulle.

Le Panama peut améliorer la gouvernance et simplifier la lourde réglementation applicable aux entreprises — deux initiatives qui seraient particulièrement utiles aux PME. Il doit privilégier la simplification des procédures régissant le lancement et l'exploitation des PME et rendre encore plus transparente la gestion des ressources publiques. Enfin, le niveau élevé du ratio dette/PIB requiert une discipline budgétaire rigoureuse pour alléger nettement le service de la dette publique et dégager des ressources pour les programmes sociaux dont le pays a tant besoin. ■

Alexander Plekhanov

FMI, Département Hémisphère occidentale

Le don conditionnel, une arme contre la pauvreté en Namibie

La Namibie est un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) riche en ressources, et pourtant un tiers de sa population est pauvre. Face à une répartition des revenus qui est des plus inégales au monde, une coalition d'organisations non gouvernementales a proposé l'apport d'un soutien au revenu sous forme de don à tous les Namibiens âgés de moins de 60 ans. Mais un tel programme risque de nuire à la stabilité économique et de compromettre l'orientation de la politique budgétaire du pays. D'après un rapport récent des services du FMI, il vaudrait mieux opter pour un programme de transferts monétaires conditionnels.

La Namibie a une forte incidence du VIH/sida et d'autres maladies, un chômage élevé parmi les ouvriers non qualifiés, une insécurité alimentaire occasionnelle, un système éducatif inadéquat et une protection sociale limitée. L'extrême inégalité des revenus tient en grande partie aux structures économiques et sociales héritées de l'apartheid et à la dépendance du pays envers l'industrie du diamant.

Luttant contre la pauvreté sur de multiples fronts, la Namibie n'est pas en voie de réaliser les OMD concernant la nutrition infantile, la mortalité des enfants de moins de 5 ans et la mortalité maternelle ou le taux net de scolarisation dans le primaire. Les dépenses de santé et d'éducation (en pourcentage du PIB) ont été plus élevées en Namibie que dans la plupart des autres pays subsahariens, mais leur affectation n'a pas toujours été efficace. En dépit des progrès réalisés dans le traitement des victimes du VIH/sida, cette épidémie reste le plus gros obstacle au développement humain. De plus, l'incidence de la tuberculose est en croissance rapide et figure maintenant parmi les plus élevées du monde.

Une faible protection sociale

La Namibie est l'un des rares pays subsahariens doté d'un système de protection sociale des groupes vulnérables, qui fournit des dons aux personnes âgées, aux handicapés, aux orphelins et aux enfants vulnérables, ainsi qu'aux anciens combattants. La loi sur la sécurité sociale prévoit des prestations de congé de maternité et de maladie, et d'avantages médicaux. Le régime de pension de vieillesse — programme le plus vaste de la Namibie — assure aux Namibiens âgés de plus de 60 ans une pension de 45 dollars par mois et couvre la plupart des ayant-droit. Le système de protection sociale est toutefois inadéquat : il y a trop peu de travailleurs sociaux pour le nombre d'habitants, les demandes de dons suivent des procédures exigeantes et longues et les pauvres ne sont pas bien ciblés.

Selon les Nations Unies, si la Namibie n'adopte par de politiques de croissance spécifiques en faveur des pauvres, son PIB réel par habitant devra s'accroître en moyenne de 5½ % par an pour que la pauvreté soit réduite de moitié en 2015. Ce taux est bien supérieur à la moyenne annuelle pour la période 2000–04, qui est de moins de 3 %, et la croissance ne devrait

pas dépasser ce niveau. L'expansion prévisible est donc manifestement trop faible pour permettre au pays d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté.

Soutien au revenu

Récemment, une coalition d'ONG a proposé la mise en place d'un programme de soutien au revenu sous la forme d'un don monétaire de 15 dollars par mois à tous les Namibiens âgés de moins de 60 ans, quel que soit leur revenu. Ce don serait reçu par 93 % de la population, coûterait l'équivalent de 2¼ % à 3¾ % du PIB et serait financé par l'impôt; outre qu'il aurait pour effet de placer la majorité de la population au-dessus du seuil de pauvreté, il réduirait l'inégalité des revenus et prêterait moins à abus qu'un don ciblé. De plus, il ne découragerait pas, selon la coalition, la recherche d'un emploi.

Cependant, il ressort de l'analyse des services du FMI que le don risque de nuire à la stabilité économique du pays et de compromettre l'orientation globale prudente de sa politique budgétaire. Le coût de la proposition pourrait atteindre 5½ % du PIB et exiger un doublement du taux de TVA actuel, qui serait porté à 30 %, à supposer que les habitudes de consommation ne changent pas et que la fraude fiscale ne s'aggrave pas. Une hausse aussi forte de la TVA pourrait avoir des effets de distorsion importants, étant donné l'étroitesse de la base d'imposition. Il est probable que le financement du don neutralisera son effet positif sur la répartition des revenus, car les charges de TVA sont en général relativement plus lourdes pour les ménages pauvres.

Par ailleurs, si tous les citoyens ont droit à un don en espèces, les raisons poussant les ménages à avoir des enfants pourraient être faussées, ce qui accroîtrait le taux de fécondité et irait à contre-courant des autres politiques de santé de la Namibie. Un don universel risquerait en outre d'avoir un effet négatif sur le marché de l'emploi, car le salaire d'intégration, salaire offert pour les emplois peu rémunérés dans le secteur informel, s'accroîtrait lui aussi du montant du don. Il y a par ailleurs à craindre que les communautés largement tributaires de l'agriculture de subsistance n'utilisent le don pour acquérir des biens de consommation improductifs (tels que l'alcool), neutralisant ainsi l'élan qu'il était censé donner à l'activité économique locale.

Une meilleure solution

Des approches testées ailleurs pourraient offrir de meilleures options. Les services du FMI ont proposé un programme de transferts monétaires conditionnels (TMC) à la place du soutien au revenu pour tous. À commencer par le Brésil dans les années 90, plusieurs pays d'Amérique latine ont lancé de tels programmes. Les programmes brésilien et mexicain, qui sont les plus vastes de la région, ont contribué à améliorer le bien-être de 15 % de la population de l'Amérique latine.

Dans les programmes TMC, l'octroi de dons monétaires aux familles pauvres est assujéti à des conditions de comportement, en général à leur placement dans le capital humain

(éducation, y compris formation professionnelle, et santé), contribuant ainsi à prévenir la pauvreté, présente ou future. Ces programmes s'attaquent à la pauvreté existante en fournissant les aides nécessaires pour lisser la consommation et atténuer les inégalités par un ciblage des pauvres, et ils restaurent l'efficacité en incitant les parents à investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants. Le soutien politique aux programmes est fort en Amérique latine, et les coûts administratifs ont été faibles.

Avec une haute incidence de pauvreté et une protection sociale limitée, la Namibie semble être une bonne candidate pour un programme TMC, qui pourrait l'aider à progresser vers les OMD. En ciblant les deux groupes les plus vulnérables — les enfants pauvres et les victimes du VIH —, un programme TMC pourrait réduire la pauvreté et améliorer la répartition des revenus.

Les dons monétaires pourraient cibler les jeunes enfants (par l'intermédiaire du chef de famille féminin) et les femmes enceintes ou les mères qui allaitent si, par exemple, celles-ci passent des visites dans des centres de santé, participent à des ateliers sur la santé et la nutrition, se soumettent à des bilans de santé annuels et reçoivent des soins de santé prénatale. D'autres dons pourraient viser les enfants plus âgés (toujours par l'intermédiaire du chef de famille féminin) qui vont à l'école régulièrement pour les aider à payer les frais de scolarité, qui sont chose courante en Namibie.

Pour réduire la pauvreté parmi les victimes du VIH/sida, la Namibie pourrait leur accorder des dons monétaires à condition qu'ils passent des visites régulières dans un centre de santé. Ces dons, qui leur assureraient des repas réguliers, rendraient le traitement plus efficace et bénéficieraient ainsi à la société toute entière. Cette approche garantirait un placement dans la santé future tout en permettant une réduction immédiate de la pauvreté.

Les autorités namibiennes auraient intérêt à opter pour les transferts monétaires conditionnels à la place du soutien au revenu récemment proposé. Elles devront sérieusement se demander qui sont les bénéficiaires potentiels des transferts et quelles conditions appliquer à ces derniers. Si la Namibie adopte un programme TMC, les autorités devront tenir compte des autres dons et rationaliser les autres programmes sociaux pour libérer des ressources. Enfin, les services du FMI recommandent une mise en place graduelle de ce programme pour rendre possible le suivi des coûts budgétaires, de la qualité des services et du ciblage. ■

Cet article s'inspire de l'étude «*Dimensions of Poverty and Social Policy Toward the Poor*» tirée du rapport intitulé «*Namibia : Selected Issues and Statistical Appendix*» (Rapport du FMI n° 06/153), qui est en vente au prix de 15 \$ auprès du service des publications du FMI. Pour commander, voir page 192. Le texte intégral est affiché sur le site du FMI (www.imf.org).

Namibie : tabler sur la stabilité pour combattre la pauvreté et le VIH/sida

D'après l'évaluation annuelle de l'économie namibienne par le FMI, la croissance a été forte et l'inflation en baisse, le compte des transactions courantes a dégagé un gros excédent et l'endettement extérieur a été faible ces deux dernières années. Cependant, la croissance a ralenti en 2005 sous l'effet d'un recul de la production de diamant, l'appréciation de la monnaie a nui aux secteurs de la pêche et de l'agriculture commerciale et le renchérissement du pétrole a porté atteinte au secteur des transports. L'inflation s'est repliée en 2004–05 et la croissance devrait se renforcer en 2006 par suite d'une remontée de la production de diamant.

L'excédent courant actuel a atteint son plus haut point en 2004, année où l'essor des exportations de diamant et le dynamisme des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) ont compensé la forte croissance des importations, notamment de pétrole. Pour ce qui est des comptes de capital et d'opérations financières, les sorties de capitaux sont restées élevées car les institutions financières ont beaucoup investi sur les marchés financiers sud-africains.

Le déficit budgétaire pour 2004/05 (avril–mars) a été supérieur aux prévisions mais plus faible que 12 mois auparavant, en partie du fait des recettes exceptionnelles de la SACU et de l'augmentation des recettes fiscales. Mais les recouvrements de TVA ont été inférieurs aux prévisions par suite de problèmes administratifs.

Le Conseil d'administration a félicité les autorités pour leur politique macroéconomique prudente. Les perspectives à moyen terme sont encourageantes, si les autorités veillent à la stabilité macroéconomique et procèdent à des réformes structurelles pour lutter contre la pauvreté, le chômage et le VIH/sida.

Les administrateurs ont noté avec satisfaction le recul du déficit budgétaire et la détermination de la Namibie à poursuivre le rééquilibrage budgétaire. Ils ont réaffirmé l'importance de budgets réalistes, d'efforts visant à accroître les recettes et à redéfinir les priorités de dépenses, et de mesures destinées à maîtriser la masse salariale dans la fonction publique, à renforcer l'administration fiscale et à assurer la restructuration ou la cession des entreprises publiques. Ils ont encouragé les autorités à envisager de nouvelles stratégies de réduction de la pauvreté, notamment des dons monétaires bien ciblés, le cas échéant.

Ils ont observé que le rattachement du dollar namibien au rand sud-africain avait servi d'ancrage à la politique macroéconomique et contribué à réduire l'inflation, mais ils ont réaffirmé l'importance d'un niveau suffisant de réserves internationales.

Le Conseil a salué la conclusion d'une revue du Programme d'évaluation du secteur financier en Namibie. Il a souligné la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation, la flexibilité des marchés du travail, de libéraliser les échanges et d'assainir le climat des affaires. ■

Namibie	2002	2003	2004	Est. 2005	Proj. 2006
	(variation en pourcentage)				
PIB réel	6,7	3,5	5,9	3,5	4,5
Prix à la consommation (fin de période)	12,5	2,6	4,3	4,0	5,0
	(en pourcentage du PIB)				
Déficit budgétaire global ¹	-3,3	-7,5	-4,1	-3,7	-3,4
Dette publique ¹	23,9	29,5	33,6	35,1	35,5
Solde des transactions courantes	5,4	5,1	10,2	5,7	6,6

¹ Les chiffres se rapportent à l'exercice qui commence le 1^{er} avril.
Sources : autorités namibiennes et estimations des services du FMI.

Gabon : orienter la politique budgétaire vers l'après-pétrole

Actuellement, le Gabon tire du pétrole 60 % de ses recettes, mais ses réserves pétrolières devraient s'épuiser dans trente ans. Inquiétude lointaine? Pas vraiment, si l'on en croit un document de référence préparé pour les consultations annuelles du FMI avec le Gabon. L'ajustement n'est jamais facile. Il est dur de rompre avec les vieilles habitudes, et la viabilité budgétaire requiert plusieurs années d'efforts. Raison de plus pour préparer l'avenir. Plus vite un pays procède à un ajustement budgétaire, mieux il s'en porte à long terme.

Aux pays producteurs de pétrole, les recettes pétrolières élevées (mais épuisables) donnent souvent l'illusion que les contraintes budgétaires ont disparu. L'abondance des recettes publiques crée inévitablement des pressions politiques poussant à dépenser une partie du revenu courant supérieure à celle qui pourrait être maintenue au-delà de la durée de production de pétrole. En outre, qui dit dépenses excessives, dit dépendance et intérêts acquis.

Comment les responsables peuvent-ils évaluer leurs besoins à long terme? L'adoption d'un point de repère permettrait d'évaluer la politique budgétaire actuelle. Aujourd'hui, le Gabon affiche un énorme excédent budgétaire global, mais le principal indicateur budgétaire — le solde budgétaire non pétrolier — fait apparaître un déficit important. Or, c'est ce solde non pétrolier qui offre un moyen essentiel de mesurer combien de recettes pétrolières sont injectées dans l'économie et de savoir ce qu'il faudra faire pour maîtriser les dépenses lorsque les recettes pétrolières baisseront.

Des considérations d'économie politique plaident en faveur d'une claire définition de l'ancrage budgétaire permettant au corps législatif et à l'électorat de distinguer les politiques budgétaires prospectives de celles qui répondent seulement à des impératifs immédiats. L'idéal serait évidemment d'établir un cadre de ce type dès le début de la production de pétrole, avant la formation d'habitudes. Mais même les exportateurs de pétrole matures ont grand intérêt à faire volontairement un ajustement budgétaire graduel visant à ramener le déficit à un niveau soutenable tout en aidant à préserver la richesse nationale pour les générations futures.

Fixer l'ancrage budgétaire

Si les modèles existants, fondés sur l'hypothèse du revenu permanent, peuvent estimer des objectifs pertinents à long terme, ils ne tiennent généralement pas compte des coûts politiques à court terme liés à l'ajustement nécessaire pour les atteindre.

Un brusque rééquilibrage ponctuel, suivi d'une trajectoire constante des dépenses (égale à la valeur de rente attendue de la richesse pétrolière et des recettes non pétrolières) est la recommandation canonique en l'occurrence.

Mais la réalité politique empêche souvent une approche aussi radicale. Il semble plus raisonnable de reconnaître qu'il est difficile de renoncer aux mauvaises habitudes (les consommateurs s'habituent à un niveau de consommation donné, notamment de biens publics). Un ajustement qui tient compte des habitudes peut rendre la situation plus supportable pour les consommateurs et les réformes nécessaires plus acceptables sur le plan politique. Pour le Gabon, les services du FMI ont utilisé un modèle quantitatif de simulation du déficit budgétaire non pétrolier qui peut être maintenu même après épuisement des recettes pétrolières, ainsi que du sentier d'ajustement optimal à suivre à cet effet. Ce sentier est, d'après les ouvrages économiques, celui que choisirait l'édificateur de plans sociaux. Le modèle tient compte également de l'écart entre les taux d'intérêt sur la dette extérieure et ceux des actifs financiers, ce qui apporte un autre élément de réalisme à la recherche d'une politique budgétaire et d'une gestion de la dette qui soient optimales.

Conséquences pratiques

Que peuvent tirer de ces analyses les décideurs? Trois grandes conclusions s'en dégagent. Premièrement, l'orientation actuelle de la politique budgétaire ne peut être maintenue. Le déficit budgétaire non pétrolier soutenable en permanence, estimé à environ 5 % du PIB non pétrolier, est bien inférieur aux 12 % atteints en 2005. Les autorités devront resserrer la politique budgétaire pour lisser à terme les

dépenses publiques.

Deuxièmement, l'étalement du plus gros de l'ajustement sur trois à cinq ans est la solution à retenir, compte tenu des habitudes de consommation. Cette recommandation diffère de la forte correction prescrite par les modèles de revenu permanent. Le rythme de l'ajustement influe certes sur la position budgétaire à long terme, mais cet effet est relativement faible si l'ajustement s'opère dans le moyen terme.

Enfin, il vaudrait mieux que l'État rembourse, aussitôt que possible, ses dettes onéreuses, tant intérieures qu'extérieures. L'écart entre les taux de la dette souveraine et ceux des actifs financiers pousse à un ajustement budgétaire concentré en début de période, qui relèverait le niveau du déficit budgétaire soutenable en permanence. En outre, les questions en suspens concernant la rémunération des réserves budgétaires des pays de la CEMAC, ainsi que l'incertitude quant à l'évo-

C'est ce solde non pétrolier qui offre un moyen essentiel de mesurer combien de recettes pétrolières sont injectées dans l'économie et de savoir ce qu'il faudra faire pour maîtriser les dépenses lorsque les recettes pétrolières baisseront.

lution des conditions économiques incitent les responsables à la prudence, c'est-à-dire à peser les considérations politiques d'une démarche graduelle contre les arguments économiques en faveur d'une accélération de l'ajustement budgétaire et d'un transfert d'une plus grande part de la richesse pétrolière aux générations futures. En effet, si, par exemple, les prix réels du pétrole redescendaient à leur niveau moyen de 2000–05 (30 dollars le baril), le déficit soutenable en permanence serait ramené à 3¾ % du PIB non pétrolier.

Un choix pour l'avenir

À ce stade critique de l'histoire du Gabon, les prix du pétrole sont élevés, et les autorités doivent choisir entre un ajustement volontaire et graduel menant à une position budgétaire soutenable en permanence, et le maintien de la politique actuelle jusqu'à ce que le déclin de la production de pétrole (ou une baisse inattendue des prix) impose une correction forte et rapide. Si le Gabon opte pour un ajustement volontariste, ce processus devra s'accompagner d'une

Un ajustement volontariste ... devra s'accompagner d'une amélioration de la qualité des dépenses publiques pour attirer les investisseurs privés.

amélioration de la qualité des dépenses publiques pour attirer les investisseurs privés. Une meilleure gestion des finances publiques contribuerait à compenser les coûts de l'ajustement budgétaire tout en offrant des assurances que les dépenses publiques (y compris les investissements) entraîneront une croissance et des gains sociaux suffisants et permettront de réaliser les objectifs de développement socioéconomique. Les groupes les plus défavorisés en seraient les principaux bénéficiaires. ■

Daniel Leigh
FMI, Département des finances publiques
Jan-Peter Olters
FMI, Département Afrique

Cet article est inspiré de l'étude n° 06/232, intitulée *Gabon: Selected Issues*. Des exemplaires sont disponibles au prix de 15 dollars, auprès du Services des publications du FMI. Pour commander, voir instructions page 192. Le texte intégral peut également être consulté sur le site du FMI (www.imf.org).

Le Gabon doit réduire sa dépendance envers le pétrole

En 2005, la croissance s'est accélérée, atteignant près de 3%, et l'inflation est restée proche de zéro. Le secteur non pétrolier a enregistré une croissance de 4½ % grâce à l'essor de la transformation du bois, de la production de manganèse et des services. De plus, la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole a continué à engendrer de gros excédents de la balance des paiements et du budget, ce qui a permis de réduire la dette extérieure (39 % du PIB à fin 2005), a estimé le FMI dans sa dernière revue de l'économie gabonaise.

Cependant, les réserves pétrolières devraient s'épuiser dans une trentaine d'années, et le Gabon devra réduire sa dépendance à l'égard du pétrole à moyen terme.

Le Conseil d'administration du FMI a noté que le grand défi posé au Gabon est de trouver un équilibre entre la nécessité de se préparer à l'épuisement des réserves pétrolières en accroissant l'épargne publique, et celle de répondre à des pressions constantes en faveur des dépenses. La plupart des administrateurs ont appelé à un ajustement budgétaire im-

édiat permettant de progresser sensiblement vers la viabilité à moyen terme.

Les administrateurs ont en outre souligné qu'il importe d'améliorer la gestion des finances publiques et, à cette fin, de mieux hiérarchiser les projets d'investissement public, de renforcer l'exécution et le suivi du budget, de rehausser la transparence de ce dernier — en particulier des recettes pétrolières — et de rendre plus efficace le régime fiscal en élargissant la base des recettes non pétrolières. De plus, les administrateurs ont évoqué l'augmentation rapide des subventions implicites et coûteuses des produits pétroliers qui bénéficient surtout aux ménages à revenu élevé, et ont encouragé les autorités à inscrire au budget le total de ces subventions et à ajuster peu à peu le prix de détail pour le porter au niveau des prix paritaires à l'importation tout en fournissant une assistance bien ciblée aux pauvres.

Les administrateurs ont félicité les autorités pour leur document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, mais ont souligné la nécessité d'élaborer des programmes concrets de réduction de la pauvreté et d'accélérer le programme de réformes structurelles pour stimuler la croissance. À cet égard, il importe d'améliorer le climat des investissements pour favoriser le développement du secteur privé. Les administrateurs ont aussi noté qu'une plus grande libéralisation des échanges accroîtrait la compétitivité du Gabon et ont exhorté les autorités à jouer un rôle de premier plan dans les entretiens régionaux avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale sur cette question. ■

Gabon	2003	2004	Prov. 2005	Proj. 2006
	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)			
PIB réel	2,4	1,4	2,9	3,0
PIB réel non pétrolier	0,8	2,3	4,4	3,6
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,1	0,4	0,0	1,0
Solde primaire non pétrolier (en % du PIB non pétrolier)	-8,2	-7,7	-12,1	-8,9
Dette publique extérieure (en % du PIB)	55,9	49,6	39,2	31,8

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

Inde : certains États sont-ils laissés pour compte?

On se demande de plus en plus si les États les plus pauvres de l'Inde sont marginalisés par la croissance rapide, ce qui pourrait grossir le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté. Si la vague de croissance ne déferle pas sur la totalité des États, quelles seront les conséquences pour l'Inde? Un nouveau document de travail du FMI examine en détail les données des États et met en lumière les politiques qui ont favorisé une croissance rapide ainsi que les enseignements que les États pauvres peuvent tirer du succès de leurs voisins.

L'inégalité croissante des revenus en Inde pourrait se traduire par des difficultés sociales, politiques et économiques et éroder le soutien aux réformes économiques et à l'ouverture de l'économie indienne. La situation est encore plus préoccupante si l'on regarde les projections de croissance démographique. Entre 2006 et 2051, environ 60 % de la hausse prévue de 620 millions d'habitants aura lieu dans trois des États les plus pauvres (Bihar, Madhya Pradesh et Uttar Pradesh).

Pour mieux mesurer la nature et l'ampleur du problème, un nouveau document de travail du FMI étudie les disparités de la croissance au cours des trois dernières décennies dans les 27 États les plus grands de l'Inde, et conclut que l'écart de revenus entre les États riches et pauvres s'est creusé (voir graphique). Le ratio du revenu moyen par habitant dans l'État le plus riche (Punjab) par rapport à celui de l'État le plus pauvre (Bihar) est passé de 3,4 % en 1970 à 4,5 % en 2004. Le rythme de croissance réelle du revenu par

habitant des États affichant la croissance la plus rapide — un peu plus de 3 % par an — a été deux fois plus élevé que celui des États pauvres dont l'essor est plus lent.

Des images fort contrastées

Il existe aussi des différences marquées entre les États quant à l'impact de la croissance en termes de réduction de la pauvreté et de création d'emplois. En moyenne, pour chaque point de pourcentage de croissance, les États riches ont été 50 % plus efficaces pour réduire la pauvreté que les États pauvres. Le rythme de création d'emplois dans les États à revenu moyen et élevé a largement dépassé celui des États pauvres. Ces derniers, qui sont aussi les plus peuplés, représentent environ 40 % de la population mais ne produisent qu'un quart des emplois dans le secteur organisé.

On pourrait aussi s'attendre à ce que le capital et les emplois — attirés par le vivier d'ouvriers mal payés ou de chômeurs — tendent à se diriger vers les États pauvres. Mais il n'en est rien. En 2004/05, près de 55 % de l'encours du crédit bancaire en Inde ont été octroyés à des emprunteurs des cinq États les plus riches, contre à peine 15 % dans les cinq États les plus pauvres. Qui plus est, plus de la moitié des investissements directs étrangers (IDE) en Inde ces dernières années a été absorbée par cinq États essentiellement prospères.

En outre, la migration de la main-d'œuvre des États pauvres vers les États riches pourrait éventuellement réduire les disparités de revenus entre États. De fait, la main-d'œuvre en Inde émigre vers les États riches, mais la mobilité inter-États est très faible par rapport aux normes internationales et facilite peu le processus de convergence. Récemment, ce type de mobilité n'a constitué que 6 % de la migration dans les zones rurales et 20 % dans les zones urbaines.

Mais aussi des surprises

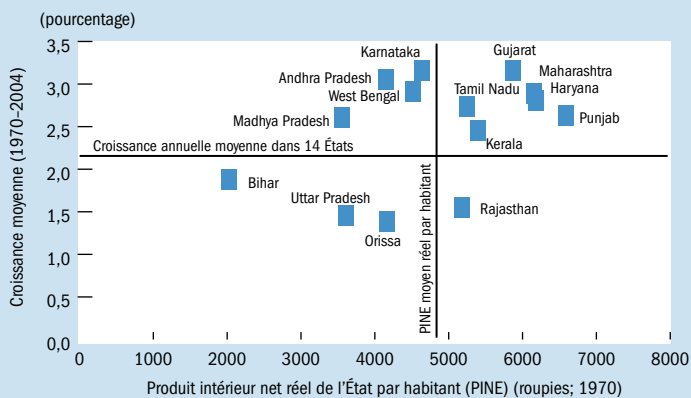
En examinant de plus près la performance économique des États, on découvre d'intéressantes exceptions à ces tendances. Certains États à croissance rapide ont le plus de mal à enrayer la pauvreté et à créer des emplois, tandis que des États à croissance plus lente ont considérablement amélioré leur niveau de vie. C'est le cas du Maharashtra (qui inclut Mumbai, capitale financière de l'Inde), l'un des États les plus riches et connaissant la plus forte expansion. Au cours des trois dernières décennies, il a moins bien réussi à traduire sa croissance en emplois et en réduction de la pauvreté que le Rajasthan, dont la croissance a été beaucoup plus lente que la moyenne nationale (voir tableau).

Il est donc possible que les différentes politiques mises en œuvre dans chaque État aient d'importantes consé-

Le rythme de croissance réelle du revenu par habitant des États affichant la croissance la plus rapide — un peu plus de 3 % par an — a été deux fois plus élevé que celui des États pauvres dont l'essor est plus lent.

Les riches se sont enrichis

Dans les années 70, les États à revenu par habitant élevé ont connu la croissance la plus rapide, les États à faible revenu, une croissance plus lente.



Sources : base de données des États, *Economic and Political Weekly*, calculs des services du FMI.

quences pour la performance économique. De fait, d'autres études ont conclu que les États qui ont tenté de libéraliser les marchés des facteurs et de promouvoir de bonnes institutions ont obtenu de bien meilleurs résultats. Par exemple, Timothy Besley et Robin Burgess ont constaté en 2000 que les États qui avaient amendé les lois du travail en faveur des travailleurs affichaient une croissance inférieure dans la production, l'emploi, l'investissement, et la productivité de l'industrie manufacturière formelle et une hausse de la pauvreté urbaine. À partir des données de districts, Abhijit Banerjee et Lakshmi Iyer ont observé en 2005 que l'investissement et la productivité agricoles après l'indépendance dans les régions où les droits fonciers étaient historiquement conférés aux propriétaires étaient bien inférieurs à ceux des régions où ces droits étaient octroyés aux paysans.

Importance des politiques

Une analyse empirique des moteurs de la croissance réelle des revenus des États entre 1973/74 et 2002/03 conclut que les politiques économiques adoptées par les États déterminent leur croissance future. À l'instar de nombreuses autres études sur ce sujet, le document de travail du FMI constate que les États pauvres ont une croissance plus rapide que les États riches lorsque les variables de substitution des différences de politiques et de structures économiques étaient maintenues à un niveau constant.

Toutefois, l'écart de revenus entre les États pauvres et les États riches est très lent à se refermer — environ 1 % à 2 % par an. Cela signifie qu'il faudra entre 44 et 62 ans pour réduire de moitié le fossé entre le revenu initial par habitant d'un État et son revenu d'équilibre à long terme. C'est décourageant, car cela signifie qu'une grande partie de la disparité de revenus entre les États reflète la disparité de leur potentiel de revenu à long terme.

Mais tout n'est pas perdu. Les politiques économiques adoptées par les États peuvent avoir des effets durables sur la croissance. Les investissements accrus — mesurés par le stock de crédit privé réel par habitant — peuvent donner lieu à une



La formation technique en ingénierie a aidé des États comme le Karnataka à diversifier leur économie en développant les services et à accélérer la croissance.

croissance économique plus rapide sur un certain nombre d'années. Il semble aussi que la qualité des infrastructures d'un État soit un déterminant de la croissance. Si l'on mesure la qualité du réseau d'infrastructures d'un État et la solidité de ses institutions par le niveau des pertes techniques et de distribution dans le secteur de l'électricité, l'analyse montre que les États accusant le moins de pertes — et dotés donc des meilleures infrastructures et institutions — ont connu une croissance plus rapide.

La taille de l'État est aussi importante : les États moins pléthoriques et moins dépensiers connaissent généralement une croissance plus rapide que ceux dont les dépenses sont relativement élevées. Les États initialement tributaires de l'agriculture ou de l'industrie ont progressé moins vite que ceux misant davantage sur les services. Il est intéressant de noter que l'analyse ne trouve aucune preuve solide de l'impact de la régulation et de l'éducation de la main-d'œuvre sur la croissance, vu la difficulté de mesurer ces variables.

Quelles conclusions en tirer? Jusqu'ici, la croissance a certes accentué les disparités du revenu moyen par habitant dans les États de l'Inde, mais d'après l'étude, ces États peuvent prendre des mesures pour y remédier et éviter les erreurs du passé. En adoptant de meilleures politiques économiques, ils peuvent améliorer leur croissance relative. Ils peuvent optimiser leur situation économique à long terme en encourageant l'investissement et l'infrastructure et en menant une bonne politique budgétaire. Il est également nécessaire, notamment pour les États peu performants, de diversifier leur base de production économique en dehors de l'agriculture et de l'industrie ou d'adopter des mesures visant à accroître la productivité de ces secteurs. ■

Catriona Purfield
FMI, Département Asie et Pacifique

Croissance et pauvreté

Certains États en croissance rapide n'ont pas beaucoup progressé dans la réduction de la pauvreté.

	Croissance élevée ¹	Croissance faible ¹
Forte élasticité de la pauvreté	Andhra Pradesh Gujarat Tamil Nadu	Kerala Orissa Punjab Rajasthan West Bengal
Faible élasticité de la pauvreté	Karnataka Maharashtra	Bihar Haryana Madhya Pradesh Uttar Pradesh

¹À partir du PIB de l'État. Les données plus récentes sur la pauvreté datent de 2001. Source : estimations des services du FMI.

Cet article est inspiré du document de travail n° 06/103, intitulé «Mind the Gap: Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind?» de Catriona Purfield. Des exemplaires sont disponibles au prix de 15 dollars, au Service des publications. Pour commander, voir instructions page 192. Le texte intégral peut aussi être consulté sur le site du FMI (www.imf.org).

Le VIH/sida aggrave l'inégalité des revenus

Le développement économique s'accompagne en principe de progrès généralisés sur le plan sanitaire : la hausse des revenus peut aider à rehausser la qualité des services de santé, et l'amélioration de la nutrition se traduit par une meilleure santé physique et une productivité accrue. Or, selon une nouvelle étude du FMI sur les conséquences de la pandémie de VIH/sida dans quatre pays d'Afrique subsaharienne, les ménages ne sont pas tous égaux devant cette affection, qui influe profondément sur la pauvreté et les inégalités.

Pour comprendre les retombées économiques d'une crise sanitaire comme la pandémie de VIH/sida et les difficultés qu'elle pose aux pouvoirs publics, il faut en considérer, outre les conséquences macroéconomiques et budgétaires, les effets microéconomiques. Non seulement la hausse de la morbidité ou de la mortalité nuit directement à la qualité de vie, mais elle précarise les conditions de vie matérielles en raison des dépenses médicales, du manque à gagner et de la baisse du taux de scolarisation.

Manque à gagner

À l'aide de données tirées d'enquêtes sur les revenus des ménages et d'études démographiques et sanitaires, les auteurs ont simulé les effets du VIH/sida sur la pauvreté et les inégalités au Ghana, au Kenya, au Swaziland et en Zambie. Le VIH/sida touchant plutôt la population en âge de travailler, ce sont surtout les soutiens de famille qui disparaissent (voir premier tableau).

Mortalité et espérance de vie

Le VIH/sida touche surtout la population en âge de travailler et réduit l'espérance de vie.

Indicateur	Ghana	Kenya	Swaziland	Zambie
Prévalence du VIH, 15-49 ans, fin 2005	2,3	6,1	33,4	17,0
Taux brut de mortalité, 2005	1,1	1,6	2,7	2,3
dû au sida	0,1	0,5	1,6	0,8
Espérance de vie à la naissance, 1985-90	56	59	57	49
Espérance de vie à la naissance, 2000-05	57	47	33	37

Note : Taux de prévalence du VIH et taux brut de mortalité exprimés en pourcentage; espérance de vie exprimée en années.

Sources : ONUSIDA, 2006, *Rapport sur l'épidémie mondiale de l'infection à VIH/sida*; Division de la population des Nations Unies, 2004, *World Population Prospects: The 2004 Revision*.

Des effets inégaux sur la pauvreté

Le VIH/sida a des effets bien plus prononcés sur la pauvreté au Ghana que dans les trois autres pays.

Indicateur	Ghana	Kenya	Swaziland	Zambie
		(points de pourcentage)		
Variation du taux de pauvreté	1,6	2,7	9,8	7,0
Variation du coefficient de Gini	0,6	1,8	5,3	5,2
		(estimations normalisées ¹)		
Variation du taux de pauvreté	3,8	2,0	1,6	2,2
Variation du coefficient de Gini	1,5	1,4	0,8	1,7

¹Estimations proportionnelles (hypothèse d'un taux de prévalence de 5 %).

Source : calculs des auteurs.



Bien des orphelins du sida sont élevés par leurs grands-parents, comme ici en Namibie.

En même temps, le décès de personnes économiquement actives crée de nouvelles possibilités d'emploi pour les autres; si certains ménages perdent des membres (et des sources de revenu), cela peut être bénéfique à d'autres, qui trouvent alors du travail.

Même si le VIH/sida n'a qu'un effet assez faible sur le PIB par habitant, les auteurs constatent qu'il peut influencer grandement sur la pauvreté, et ce pour deux raisons principales. D'abord, l'augmentation de la mortalité amplifie le mouvement (à la hausse comme à la baisse) des revenus; globalement, les inégalités s'en trouvent aggravées. Ensuite, comme le VIH/sida atteint surtout les ménages au bord de la pauvreté, il influe bien plus sur la pauvreté qu'un changement éventuel du revenu moyen par habitant.

Les conclusions de l'étude montrent qu'il importe de prendre en considération la dimension socioéconomique de l'épidémie. Ainsi, abstraction faite du taux de prévalence du VIH, l'impact de l'affection sur le taux de pauvreté semble beaucoup plus prononcé au Ghana que dans les autres pays étudiés, ce qui tient à la fois au fait qu'une plus forte proportion de Ghanéens vivent au seuil de la pauvreté et que la prévalence du VIH est bien plus élevée dans cette tranche de la population (voir deuxième tableau).

Il ressort de l'étude que, le VIH/sida ayant des effets très inégaux selon les ménages, l'épidémie influe profondément sur la pauvreté et les inégalités. Une évaluation macroéconomique globale des effets du VIH/sida (ou de toute autre crise sanitaire) fondée sur le PIB par habitant, masque ces aspects et ne permet donc pas d'appréhender l'impact sur le bien-être. ■

Markus Haacker
FMI, Département Afrique

Cet article est fondé sur le document de travail n° 06/126, «HIV/AIDS: The Impact on Poverty and Inequality», de Gonzalo Salinas et Markus Haacker. Ce document est en vente au prix de 15 dollars auprès du Service des publications du FMI; Pour commander, voir instructions page 192. Le texte intégral peut aussi être consulté sur le site du FMI (www.imf.org).

Accords du FMI au 31 mai 2006

Pays membre	Date de l'accord	Date de l'expiration	montant approuvé	Solde non tiré
(millions de DTS)				
Accords de confirmation				
Bulgarie	6 août 2004	5 sept. 2006	100,00	100,00
Colombie	2 mai 2005	2 nov. 2006	405,00	405,00
Croatie	4 août 2004	15 nov. 2006	99,00	99,00
Iraq	23 déc. 2005	22 mars 2007	475,36	475,36
Macédoine, ex-Rép. youg. de	31 août 2005	30 août 2008	51,68	41,18
Paraguay	31 mai 2006	31 août 2008	65,00	65,00
Pérou	9 juin 2004	16 août 2006	287,28	287,28
République Dominicaine	31 janv. 2005	31 mai 2007	437,80	192,62
Roumanie	7 juill. 2004	6 juill. 2006	250,00	250,00
Turquie	11 mai 2005	10 mai 2008	6.662,04	4.996,53
Uruguay	8 juin 2005	7 juin 2008	766,25	588,48
Total			9.599,40	7.500,44
Accords élargis de crédit				
Albanie	1 ^{er} févr. 2006	31 janv. 2009	8,52	7,31
Total			8,52	7,31
Accords FRPC				
Albanie	1 ^{er} févr. 2006	31 janv. 2009	8,52	7,31
Arménie	25 mai 2005	24 mai 2008	23,00	13,16
Bangladesh	20 juin 2003	31 déc. 2006	400,33	117,27
Bénin	5 août 2005	4 août 2008	6,19	5,31
Burkina Faso	11 juin 2003	30 sept. 2006	24,08	3,44
Burundi	23 janv. 2004	22 janv. 2007	69,30	28,60
Cameroun	24 oct. 2005	23 oct. 2008	18,57	13,27
Congo, Rép. du	6 déc. 2004	5 déc. 2007	54,99	39,27
Dominique	29 déc. 2003	28 déc. 2006	7,69	2,32
Géorgie	4 juin 2004	3 juin 2007	98,00	42,00
Ghana	9 mai 2003	31 oct. 2006	184,50	79,10
Grenade	17 avr. 2006	16 avr. 2009	10,53	8,97
Guyana	20 sept. 2002	12 sept. 2006	54,55	9,25
Honduras	27 févr. 2004	26 févr. 2007	71,20	30,52
Kenya	21 nov. 2003	20 nov. 2006	225,00	150,00
Malawi	5 août 2005	4 août 2008	38,17	27,83
Mali	23 juin 2004	22 juin 2007	9,33	4,01
Moldova	5 mai 2006	4 mai 2009	80,08	68,64
Mozambique	6 juill. 2004	5 juill. 2007	11,36	4,88
Népal	19 nov. 2003	18 nov. 2006	49,91	35,65
Nicaragua	13 déc. 2002	12 déc. 2006	97,50	27,85
Niger	31 janv. 2005	30 janv. 2008	26,32	14,57
Rwanda	12 août 2002	11 juin 2006	4,00	0,57
São Tomé-et-Príncipe	1 ^{er} août 2005	31 juill. 2008	2,96	2,11
Sierra Leone	10 mai 2006	9 mai 2009	31,11	26,40
Tanzanie	16 août 2003	15 août 2006	19,60	2,80
Tchad	16 févr. 2005	15 févr. 2008	25,20	21,00
Zambie	16 juin 2004	15 juin 2007	220,10	33,01
Total			1.880,966,00	824.185,00

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Département financier du FMI.

Chine et Inde : regard sur deux géants

En matière de croissance, la Chine et l'Inde font figure de vedettes parmi les plus grandes économies du monde et, comme l'a indiqué Wanda Tseng à un forum du livre organisé le 18 mai par l'Institut du FMI, «il ne se passe guère de semaine sans que leurs réformes, leurs résultats et leurs perspectives économiques ne fassent l'objet d'un article ou d'un débat dans une publication internationale».

On a tendance à penser que les deux pays émergents sont des mastodontes plus ou moins comparables. Mais le sont-ils vraiment? Jerald Schiff (FMI), Nicholas Lardy (Institute for International Economics) et Arvind Panagariya (université Columbia) ont tenté de répondre à cette question au cours du forum dirigé par M^{me} Tseng et consacré au nouveau livre qu'elle vient de publier avec David Cowen (FMI), *India's and China's Recent Experience with Reform and Growth*.

Une différence d'échelle

Selon M. Lardy, lorsqu'on parle de la Chine et de l'Inde aujourd'hui, on n'a pas souvent conscience de l'énorme différence de taille entre les deux pays (voir graphique). Certes, les rythmes de croissance convergent en raison du dynamisme de l'Inde depuis une dizaine d'années, mais «la Chine reste une économie *beaucoup* plus grande que l'Inde».

M. Schiff a rappelé qu'en ce domaine, il faut relativiser. Une comparaison avec la Chine «fixe la barre très haut pour l'Inde», mais si l'on cesse de

prendre la Chine comme référence, les résultats de l'Inde sont remarquables, comme le seraient ceux de tout pays ayant fait preuve de la même vitalité dans le secteur des services et le secteur manufacturier.

Le facteur politique

Bhabani P. Misra, Administrateur du FMI pour l'Inde, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Bhoutan, renchérit que l'économie chinoise a connu un «développement fantastique, quelle que soit la base de comparaison». Mais, à son avis, les études comparant les résultats économiques de l'Inde et de la Chine ne considèrent pas suffisamment le rôle du système démocratique de l'Inde — fondé sur le dialogue, le débat et la recherche du consensus — en ce qui concerne le rythme relatif et la nature de la croissance. Selon M. Misra, ce facteur pourrait expliquer une bonne partie des différences frappantes entre l'Inde et la Chine en matière économique.

Estimant qu'il y a eu «beaucoup plus de changements en Chine sur le plan de la gouvernance qu'on ne l'admet généralement», M. Lardy a cité une loi administrative du début des années 90 permettant aux citoyens de poursuivre l'État en justice. Des milliers d'entre eux l'ont fait, ont gagné leur procès et obtenu des dédommagements, a-t-il affirmé.

La croissance relativement lente en Inde tient-elle en partie à des raisons politiques? Le développement est-il plus lent dans une démocratie? M. Panagariya a souligné que la recherche du consensus et la mise en place de nouvelles politiques prennent plus de temps en Inde, mais, soutient-il, «la démocratie en vaut la peine». L'avenir dira dans quelle mesure les deux PC (l'ordinateur personnel et le parti communiste) peuvent coexister, ajoute M. Panagariya.

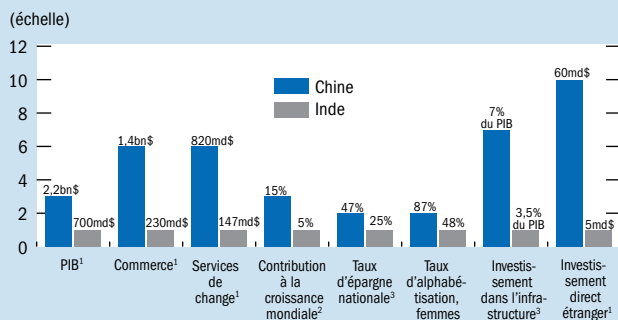
À terme, a déclaré M. Panagariya, la Chine devra devenir une démocratie et l'Inde pourrait la dépasser. Il ne faudrait pas exagérer les incohérences du régime politique indien. L'Inde a lentement mené à bien ses réformes et devrait désormais se concentrer sur des actions politiquement réalisables. ■

Ina Kota

FMI, Département des relations extérieures

Géants mais différents

L'économie de la Chine est trois fois plus grande que celle de l'Inde et contribue beaucoup plus à la croissance économique mondiale.



¹Chiffres de 2005.

²Chiffres de 2000-04.

³Chiffres de 2004.

Sources : autorités chinoises et indiennes; Economist Intelligence Unit; Goldman Sachs; Institut de statistique de l'UNESCO.

Note : bn\$ = milliards de dollars; md\$ = milliards de dollars.

Laura Wallace
Rédactrice en chef

Sheila Meehan
Rédactrice principale

Elisa Diehl
Directrice de production

Christine Ebrahim-zadeh
Ina Kota
Rédactrices

Maureen Burke
Lijun Li

Assistants principales de rédaction

Kelley McCollum
Assistante de production en chef

Julio Prego
Graphiste

Graham Hacche
Conseiller principal

Édition française
Division française
Services linguistiques

Alfred Detchou
Traduction

Catherine Helwig
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoute un supplément annuel (*L'ABC du FMI*). Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6^e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room 7-106, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-8585; e-mail : Imfsurvey@imf.org.

Abonnement annuel : 120 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Demandes d'abonnement au *Bulletin du FMI* ou aux autres publications du FMI : Publication Services, Box X2006, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430; fax : (202) 623-7201; e-mail : publications@imf.org. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, et par avion pour les autres pays.